

Affaire du Saïd Chetouane : Amnesty demande l'ouverture d'une enquête

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Amnesty International appelle à l'ouverture d'une enquête impartiale et indépendante sur les allégations de violence sexuelle dont aurait été victime le mineur Saïd Chetouane dans un commissariat de police à Alger, le 3 avril 2021, suite à son arrestation après une manifestation pacifique.

Amnesty ajoute également que les conclusions de cette enquête doivent être rendues publiques dans les plus brefs délais et les responsables présumés traduits en justice dans le cadre d'un procès équitable.

L'organisation rappelle du passage que l'Algérie a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'article 39 de la Constitution stipule que « la torture, les traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que la traite des personnes sont réprimés par la loi.»